

# D'une crise à l'autre

*Le 2 mai, Jean-Claude Juncker présentera un plan de sortie de la crise. Il est probable que des compromis ménageant les acquis sociaux seront trouvés avec les syndicats. Cela ne suffira pas à résoudre les problèmes structurels qui sont le produit de 25 ans de vie politique marqués par le consensualisme, le centrisme et l'opportunisme.*

Raymond  
Klein

Les crises se suivent et se ressemblent. Il y a 30 ans déjà, le secteur industriel – la sidérurgie – s'effondrait, les socialistes étaient au gouvernement et l'impôt de solidarité constituait un des outils de sortie de la crise. Pourtant, le monde a changé depuis – tout comme les acteurs de l'époque, un LSAP résolument progressiste, profitant de l'élan des mouvements post-68, et un CSV encore accroché à ses traditions conservatrices et cléricales.

Dans le contexte d'alors, avec une forte polarisation gauche-droite, le gouvernement LSAP-DP a entrepris de nombreuses réformes, aussi bien sur le plan social que sur le plan des valeurs: semaine de 40 heures et cinquième semaine de congés payés d'une part, introduction de la filière unique (Gesamtschule) et légalisation partielle de l'IVG de l'autre. Ce dernier point donne d'ailleurs lieu à une violente campagne conjointe du CSV et de l'Eglise.

La législature 1974-79 représente sans doute l'époque où le LSAP s'identifie le mieux à la cause progressiste – et est identifié à elle. Mais c'est également l'époque où se prépare la séparation avec son aile gauche. Le départ d'un groupe de jeunes socialistes autour de Jean Huss contribuera ainsi à la fondation du parti des Verts en 1983. Car si, avec le recul, la politique du LSAP peut apparaître comme courageuse, à l'époque elle semblait bien timide aux forces les plus contestataires. Au point de réclamer, lors d'un congrès en 1976, le départ du gouvernement des ministres socialistes.

Le retour de flamme ne se fit pas attendre. En 1980, un rapport rédigé par Robert Goebbels suite

à la défaite électorale estimait que le programme et l'action du LSAP ne seraient plus adaptés aux changements dans la société. L'*aggiornamento* idéologique du LSAP se laisse observer dès cette même année dans le document *Liberté et solidarité*, puis dans les programmes électoraux successifs, de plus en plus pragmatiques, donc de moins en moins revendicatifs. Il est significatif à cet égard que le programme fondamental de 2002, rédigé alors que le parti était dans l'opposition, ne revient nullement sur cette évolution, mais continue à lorgner vers le centre de l'échiquier politique.

Pourtant le LSAP peut se targuer d'avoir préservé le modèle luxembourgeois de négociation et de redistribution pendant 30 ans, ensemble avec les syndicats. Mieux, c'est à travers son influence que l'indexation des salaires a été sacralisée – quitte à être « modulée » de temps en temps – et que le « *Rentendesch* » a décidé de verser une sorte de dividende à partir des surplus des réserves. Même la grande réduction d'impôts lancée par Jean-Claude Juncker en 2000 s'est faite sous la pression politique des socialistes, ce qui explique que le LSAP rechigne à identifier ces cadeaux fiscaux comme la cause du déficit budgétaire actuel.

Toutes ces options politiques tombent sous le label social, mais n'ont rien de socialiste. Penser le politique en termes d'organisation de la société, plutôt qu'en termes de redistribution à des individus, aurait conduit à d'autres priorités. Ainsi, les surplus fiscaux de la fin des années 90 auraient pu être investis dans le secteur public, notamment dans le logement social et les services aux personnes (crèches, etc.). Ces derniers

---

**Jean-Claude Juncker a réussi à brouiller les différences idéologiques apparentes entre les deux grands partis.**

---

manquent aujourd'hui de structures et de moyens, et risquent d'être récupérés par des acteurs privés. Autres exemples du « social » où l'action publique aurait permis d'obtenir des changements qualitatifs en faveur des salariés : l'intensification de la cogestion des entreprises et les nouveaux modèles de gestion du temps de travail, également délaissés par les socialistes.

Ainsi, soucieux de modération sur le plan économique et social, le LSAP a renoncé à se démarquer du Parti chrétien-social. Or, sur le plan des idées et valeurs, le CSV lui a laissé de moins en moins d'espace, notamment à travers les manœuvres habiles de Jean-Claude Juncker, qui n'hésite pas à s'afficher comme fils d'ouvrier et pourfendeur des traditions conservatrices. Cette tendance se manifeste pourtant dès 1966, quand l'armée – de plus en plus onéreuse – fut démantelée sur initiative de l'aile gauche du CSV, emmenée par Jean Spautz et devançant les attaques du LSAP. Ironie de l'histoire : les socialistes d'aujourd'hui sont de fidèles supporters du réarmement luxembourgeois, pourtant fort coûteux.

Qu'il s'agisse de la création du ministère de la Promotion féminine en 1995, au nez et à la barbe des partenaires de coalition socialistes, du Pacs ou de la double nationalité, Juncker a réussi à brouiller les différences idéologiques apparentes entre les deux grands partis. Jusqu'au dernier bastion : le droit d'asile, symbole d'esprit de liberté, de solidarité et d'internationalisme. Sur ce point, c'est malheureusement le LSAP qui s'est aligné sur la politique cynique et inhumaine de Luc Frieden et semble même la surclasser. Jean Asselborn et Nicolas Schmit multiplient les accords de rapatriement avec des régimes douteux, à coups de pressions diplomatiques et de chèques d'aide financière. Et, il y a quelques semaines, ils ont classé comme « manifestation infondée » la demande d'asile d'une journaliste kurde menacée de torture en Turquie. Décidément, les idéaux humanistes du LSAP sont passés à la trappe.

Cet alignement sur une politique modérément sociale, prudemment progressiste, mais opportuniste et mesquine sur le fond, constitue-t-elle une sorte de fin de l'histoire pour le Grand-Duché ? Faut-il se résigner à un espace de manœuvre limité en ce qui concerne la politique luxembourgeoise, tel que Michel Delvaux l'a indirectement circonscrit en 1977 : « Albert Meister observe que ces pays ont en commun de n'avoir jamais mis en cause le leadership politique américain, ni l'Alliance atlantique et son objectif de défense du monde libre, qu'ils n'ont jamais manifesté l'ambition d'une politique de recherche scientifique ambitieuse, que leurs gouvernements et leurs bureaucraties publiques expriment fidèlement les valeurs de la petite et moyenne bourgeoisie (anti-intellectualisme, accent sur la réussite économique, pragmatisme, valorisation de la propriété et du travail).<sup>1</sup> »



Consternation lors du congrès du LSAP fin mars. Pourtant, la résolution critique proposée par les Jeunesses socialistes restait assez modérée. 30 ans plus tôt, l'aile gauche avait réclamé le retrait du gouvernement. (Foto: Raymond Klein)

Le renvoi à une telle identité enclavée a pu servir de prétexte aux renoncements de mouvements socialistes au Luxembourg. Mais il conduit aussi à un aveuglement par rapport aux évolutions du monde réel. Si un trait caractérise la vie politique depuis 1979, c'est une absence quasi totale de volontarisme, c'est-à-dire de la capacité de s'engager sur des sujets importants, mais dont l'opinion majoritaire ne souhaite pas entendre parler.

Depuis 20 ans, on s'inquiète des problèmes induits par la circulation en voiture individuelle et par la dépendance des impôts prélevés sur le tourisme pétrolier. Pourquoi n'a-t-on pas modernisé le réseau de transports en commun plutôt que de construire de nouvelles routes ? Pourquoi n'a-t-on pas introduit des écotaxes permettant à la fois de réduire la dépendance fiscale et d'augmenter l'attractivité des transports en commun ? L'intégration des immigrés et enfants d'immigrés, la modernisation du système éducatif sont des sujets dont on parle enfin. Mais deux décennies ont été perdues. Le soutien à la recherche scientifique et la mise en place d'une université ont également pris un retard dangereux.

Cet immobilisme a été possible parce que tout semblait aller pour le mieux pendant un quart de siècle. A droite comme à gauche, les politiciens « pragmatiques », c'est-à-dire à court de projets autres que leur ambition personnelle, pouvaient croire qu'ils avaient raison. L'opportunisme avait triomphé, les idéalistes s'étaient adaptés ou avaient jeté l'éponge. Le Luxembourg rêvait à une pension de « cinq sixièmes », tout en fermant la porte aux troubles du monde. C'est à ce moment qu'a éclaté la crise, d'abord financière, puis économique et bientôt sociale.

<sup>1</sup> Au-delà des témoignages personnels, la référence au LSAP des années 70 et 80 est le livre de Ben Fayot *Sozialismus in Luxemburg*, Band 2, duquel est reprise la citation de Michel Delvaux.